

cord commercial revêt une importance particulière pour les petits pays en développement qui ne peuvent pas concurrencer les grandes pointures du G-20 comme la Chine, le Brésil et l'Inde. Si l'on veut que le Cycle de Doha donne lieu à des progrès tangibles en matière de développement, il faudra une assistance technique liée au commerce bien supérieure à ce qui est actuellement sur la table pour aider les membres du G-90, les pays qui ne disposent pas des ressources stratégiques afin de développer leur commerce et, dans ce contexte, leurs stratégies plus vastes de développement économique. Le Cadre intégré n'a pas été très impressionnant à cet égard. On a affirmé, par exemple, que la plupart des pays du G-90 ne savent pas encore comment concevoir leurs offres sur les services (l'aspect troublant de ce jugement est que, malgré sa faiblesse apparente, la plupart des observateurs voient le Cadre intégré comme le *seul* instrument important de ce genre).

La facilitation du commerce est un autre domaine où l'on peut promouvoir le développement. En effet, on estime qu'un bon tiers des autres acquis tirés de la libéralisation du commerce provient de la facilitation du commerce. L'Asie, en particulier, a beaucoup à gagner dans ce domaine. Pour dégager ces gains, la solution consiste à associer assistance technique et libéralisation des services d'infrastructure complémentaires. Ces aspects sont traités en partie dans le cadre d'initiatives unilatérales et en partie par la coopération régionale (p. ex. l'APEC). Jusqu'à maintenant, on n'a guère progressé dans ce domaine au Cycle de Doha, mais il est possible de faire plus – bien que la mesure dans laquelle cela contribue à des résultats plus importants dépend beaucoup de l'ambition manifestée dans d'autres parties des négociations.

Il serait également utile d'avoir un examen obligatoire de la mise en œuvre pour donner confiance aux économies en développement dans le fait que les engagements ont été respectés.

En fin de compte, de l'avis de certains, il faudra quelque chose de concret aux ministres du G-90 pour les gagner. Contrairement au Cycle d'Uruguay, il est impossible de forcer la main des pays en développement par l'engagement unique : maintenant qu'ils sont dans l'OMC, ils ont un droit de veto. En